

Budget 2012-2013 : l'accès à l'emploi n'est pas une priorité gouvernementale

Québec, le 20 mars 2012/ La Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre (COCDMO) prenait aujourd'hui connaissance du budget du ministre Bachand, lors du huis clos à Québec. À la lecture du plan budgétaire qui se veut orienté vers une économie forte, la Coalition est déçue et demeure fortement préoccupée par l'absence d'investissement dans les mesures d'aide à l'emploi qui permettraient de réellement miser sur nos forces et de favoriser la participation du plus grand nombre de personnes à notre économie.

La Coalition tient à rappeler que depuis plusieurs années elle avise les instances gouvernementales de la nécessité de bonifier le financement des services publics d'emploi. Bien que le budget 2012-2013 comporte des avancées pour certains groupes de travailleurs, comme les jeunes et les 55 ans et plus, la réduction de l'enveloppe globale et l'absence de mesures concrètes risquent de compromettre l'accès aux services offerts à la population et leur qualité. Cette situation est grandement paradoxale par rapport aux propos du ministre, qui compte sur la qualification et la productivité de la main-d'œuvre comme sources de création de richesse.

Dans le contexte actuel de fléchissement de la courbe démographique et de mouvance dans le marché du travail, la participation de tous les individus est cruciale pour forger le Québec de demain. Nos ressources naturelles sont certes un gage de richesse collective, mais notre main-d'œuvre est assurément la plus précieuse. Le Québec peut compter sur un large bassin de travailleuses et travailleurs en devenir, qui ne demandent qu'à être aidés pour contribuer pleinement à leur société.

Aussi, l'élimination du déficit ne devrait aucunement engendrer la diminution de l'aide apportée aux organismes qui partagent la responsabilité de l'État en accompagnant et en outillant les personnes qui vivent dans la précarité, voire l'exclusion.

« Une économie forte oui, mais la force d'une économie passe inévitablement par les ressources accordées aux gens qui la composent. Il en va de la responsabilité de l'État de permettre à tous et toutes d'accéder au marché du travail », a déclaré monsieur Richard Gravel, vice-président de la Coalition.

À propos de la COCDMO

Par ses membres, la COCDMO rejoint plus d'un millier d'organisations réparties sur l'ensemble du territoire québécois. Au cœur de ses activités se trouvent la défense et la promotion des droits des personnes éloignées ou exclues du marché du travail. La Coalition siège également à la Commission des partenaires du marché du travail et prend activement part aux débats entourant le développement de la main-d'œuvre.

Renseignements : Mylène Leduc, 514 755-7528, mleduc@cocdmo.qc.ca